

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, le 16 décembre 1992, d'une demande d'avis sur d'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif à la Commission régionale de développement", a donné le 21 décembre 1992 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 16 december 1990 door de Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve "betreffende de samenstelling van de gewestelijke ontwikkelingscommissie", heeft op 21 december 1990 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"Considérant que l'article 201 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme prévoit la désignation des membres de la Commission régionale de développement dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de ladite ordonnance;

Considérant que nonobstant le fait que la Commission consultative régionale d'aménagement du territoire, instituée par l'article 7 de la loi organique du 29 mars 1962, est maintenue en fonction jusqu'à l'installation de la Commission régionale de développement et qu'elle en exerce les missions, il est souhaitable que la nouvelle Commission soit installée dans les plus brefs délais, étant donné que sa composition est, en vertu de l'article 9 de ladite ordonnance, fondamentalement différente et que ses missions sont plus étendues;

Considérant, en outre, qu'il n'est pas de bonne administration de faire délibérer une commission appelée à disparaître et que, dans la pratique il s'avère difficile de réunir le quorum permettant à la Commission consultative régionale bruxelloise d'aménagement du territoire de délibérer valablement".

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

.../...

INTITULE.

Il y a une discordance entre les textes français et néerlandais, à laquelle il faut remédier.

PREAMBULE.Alinéa 1er.

1. Compte tenu de l'observation qui sera faite ci-après à propos de l'article 4 du projet, il y a lieu de viser également les articles 18 et 28 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme.

2. Si la suggestion qui sera faite d'abroger totalement l'arrêté royal du 5 novembre 1985 fixant le montant des jetons de présence octroyés aux membres des commissions instituées en exécution des articles 7 et 19 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, est retenue, il convient de viser également l'article 197 de l'ordonnance du 29 août 1991 précitée.

Alinéa 4.

Selon l'article 41, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, les Secrétaires d'Etat régionaux ne font pas partie de l'Exécu-

.../...

tif de la Région de Bruxelles-Capitale. Le Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre Président ne peut donc ni proposer, ni signer l'arrêté en projet. Sa mention doit être omise dans la formule de proposition et dans la signature.

DISPOSITIF.

Observation générale sur les articles 2, 3 et 4.

L'article 2 du projet tend à fixer à quarante-huit le nombre de membres de la Commission régionale de développement.

L'article 3 précise que le nombre de représentants des instances consultatives visées à l'article 9 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, est de vingt-quatre, ces membres étant choisis sur des listes doubles présentées conformément à l'article 4 du projet.

L'article 9 de l'ordonnance précitée se réfère, quant à lui, aux articles 18, 28 et 40 de celle-ci.

Quant à l'article 4 du projet, il tend à établir la liste des instances consultatives visées aux articles 18, alinéa 8, et 28, alinéa 8, précités de l'ordonnance.

Comme en convient le délégué de l'Exécutif, ce dernier est dans l'impossibilité de faire figurer également dans cette liste les instances consultatives prévues par

.../...

l'article 40 de l'ordonnance précitée, puisqu'il s'agit précisément d'instances qui seront désignées par la Commission régionale de développement elle-même, lorsqu'elle aura été constituée.

Compte tenu de cette difficulté, le texte doit être revu pour adapter le nombre total des membres de la commission, le nombre des membres représentant les instances consultatives visées aux articles 18 et 28 et le nombre des représentants des instances consultatives visées à l'article 40. Le texte devrait aussi fixer les modalités de désignation des représentants de ces dernières.

Par ailleurs, la question se pose si la liste établie par l'article 4 du projet en exécution des articles 18 et 28 de l'ordonnance du 29 août 1991 n'est pas incomplète puisque, au cours des travaux préparatoires de l'ordonnance, il a été précisé que devait être considéré comme instance consultative le Conseil supérieur bruxellois de la conservation de la nature (1).

Enfin, on doit se demander si la Commission, telle qu'elle aura été initialement constituée, c'est-à-dire sans représentants des instances consultatives qu'elle doit elle-même désigner, peut valablement délibérer sur d'autres objets que sa propre composition, tant que les représentants de ces instances n'auront pas été nommés par l'Exécutif.

Comme l'article 9, alinéa 8, 1^o, de l'ordonnance du 29 août 1991 implique, pour que la Commission soit

(1) C.R.B.C. n^o A 108/2, 1990-1991, p. 77.

complètement composée, la présence des représentants des instances consultatives prévues par l'article 40 de ladite ordonnance (1), l'on ne peut répondre que négativement à cette question. Il faut donc y veiller, par une disposition particulière de l'arrêté en projet. Cela s'impose d'autant plus que la légalité des décisions qui seraient prises ensuite des avis donnés par une commission irrégulièrement composée, pourrait être contestée et donner lieu à des litiges.

Observations particulières.

Article 1er.

La disposition se borne à répéter une disposition déjà contenue dans l'article 9, alinéa 1er, de l'ordonnance du 29 août 1991 précitée.

Elle doit être omise.

Article 2.

Alinéa 1er.

1. L'alinéa doit être rédigé comme suit :

(1) à moins de modifier l'article 9 par une ordonnance modificative, en supprimant la référence à l'article 40.

"La Commission régionale de développement, ci-après dénommée "la Commission", est composée de ... membres".

Alinéa 2.

Le texte paraphrase inutilement, et du reste inexactement, l'alinéa 10 de l'article 9 de l'ordonnance du 29 août 1991. Il suffit d'écrire :

"Le mandat des membres est renouvelable".

Article 3.

Le texte néerlandais du 3^o devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4.

Alinéa 2.

Les mots "à dater de la notification de l'Exécutif" doivent être remplacés ou précisés, de manière à faire apparaître plus clairement le point de départ du délai de trente jours dont chaque instance consultative dispose pour proposer à l'Exécutif sa liste double de candidats.

.../...

Alinéa 4.

Comme en a convenu le délégué de l'Exécutif, "Cet alinéa constitue une règle implicite de représentation selon une certaine proportion de chacune des instances consultatives par le mécanisme de présentation de listes doubles de candidats. L'Exécutif est donc tenu de désigner comme membres de la Commission régionale la moitié des candidats présentés par chaque instance consultative".

Il vaut mieux que cette règle soit mentionnée expressément dans l'article 3 du projet.

Article 6.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er, première phrase, et de l'alinéa 4 devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

A la fin de l'alinéa 3, il est préférable d'écrire : "... sauf pour juste motif".

Article 7.

Comme en convient le délégué de l'Exécutif, "la notion de rôle linguistique n'est pas la meilleure dans la mesure où les Président et Vice-Président sont choisis parmi les experts et que dès lors la notion de "rôle linguistique" ne peut s'appliquer. Il conviendrait sans doute de remplacer la dernière phrase par une formulation du type : le

.../...

président est d'expression française et le vice-président est d'expression néerlandaise".

Article 9.

Afin de tenir compte de la terminologie utilisée dans l'article 9, alinéa 6, de l'ordonnance du 29 août 1991, la fin du 1^o doit être rédigée comme suit : "... et des avis, observations, suggestions et propositions de directives;".

Article 11.

Il est paradoxal que le quorum requis soit d'autant plus faible que la décision à prendre est importante.

Selon le délégué de l'Exécutif, ce paradoxe s'expliquerait par les raisons suivantes :

"Il est apparu, à l'expérience des diverses commissions consultatives instituées par la loi de 62, qu'un quorum de présence de la moitié des membres est relativement difficile à atteindre lorsqu'une commission est appelée à se réunir très régulièrement et à se prononcer sur des objets divers. Dans les cas visés aux articles 53, 57, 72 et 165 qui traitent des plans particuliers d'affectation du sol, des plans d'expropriation et des règlements régionaux d'urbanisme, c'est-à-dire des questions qui concernent directement l'aménagement du territoire, le délai imparti à la Commission régionale pour émettre son avis est relativement court : 30 jours. L'Exécutif a estimé préférable de prévoir un quorum plus faible pour s'assurer que la Commission puisse émettre un avis dans le délai requis, tout en étant correctement représentée.

.../...

Il faut mettre cette disposition en relation avec la possibilité pour la Commission régionale de se subdiviser en sections spécialisées qui prépareraient le travail de la Commission plénière qui, selon l'ordonnance, est seule à pouvoir émettre un avis et qui ne se tiendrait pas nécessairement le même jour que les réunions de la section spécialisée".

Cette explication n'est pas convaincante; en effet, le texte de l'alinéa 3 devrait pouvoir suffire à satisfaire aux préoccupations exprimées par le délégué de l'Exécutif. Il est anormal qu'en principe un organe consultatif soit autorisé à délibérer dès sa première séance au quorum d'un tiers de ses membres.

Le texte doit être revu.

Article 12.

En disposant de manière générale que les avis demandés à la Commission régionale doivent être formulés dans le délai fixé par l'Exécutif, l'article 12 manque de fondement légal, car, pour ce qui concerne les avis motivés que la Commission régionale est appelée à rendre sur les projets de plan régional de développement, de plan régional d'affectation du sol, de règlements régionaux d'urbanisme ainsi que sur les dossiers de base et projets de plans communaux de développement, l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme (1) précise

(1) Voyez les articles 18, alinéa 9, 20, §§ 2 et 3, 28, alinéa 9, 30, alinéa 2, 30, alinéa 3, 43, § 1er, alinéa 3, § 2, alinéa 2, et § 4, 45, § 3, 165, § 2, alinéa 3, et 173 de l'ordonnance du 29 août 1991.

elle-même le délai dont la Commission régionale dispose, ainsi que les conséquences de son silence à l'expiration de ce délai.

L'article 12 devrait donc être revu de manière à ne plus englober les avis motivés que la Commission régionale rend sur les projets de plan et dossiers visés à l'article 9, alinéa 2, de l'ordonnance du 29 août 1991.

Article 13.

Alinéa 1er.

Le texte prévoit l'audition préalable des représentants de l'Exécutif ou des communes qui ont élaboré les projets et dossiers de base, lorsque la Commission délibère, notamment, sur les projets de plans particuliers du sol dérogatoires ainsi que sur les plans d'expropriation.

Ce faisant, la disposition ajoute à ce que prévoit l'article 9, alinéa 2, de l'ordonnance du 29 août 1991 et manque de base légale.

Les termes "et de plans particuliers du sol dérogatoires ainsi que sur les plans d'expropriation" doivent donc être omis.

.../...

Alinéa 2.

La fin de la première phrase doit être rédigée comme suit : "... une convocation en vue de l'audition de leurs représentants".

Article 14.

La disposition doit être omise; elle est, en effet, dépourvue d'utilité.

En outre, il est abusif de parler de budget pour désigner les moyens financiers dont dispose une institution qui, comme la Commission régionale, est dépourvue de personnalité juridique.

D'ailleurs, les moyens budgétaires nécessaires au fonctionnement de la Commission régionale ne sont pas à proprement parler "arrêtés" par l'Exécutif, mais prévus chaque année par l'ordonnance contenant le budget général des dépenses de la Région ainsi que par le budget administratif.

Article 15.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 16.

L'alinéa 1er prévoit la nomination par l'Exécutif d'un secrétaire permanent et d'un secrétaire adjoint, placés sous l'autorité du président de la Commission.

Selon les explications fournies par le délégué de l'Exécutif, ce dernier a "l'intention de désigner comme membre de ce secrétariat des fonctionnaires ou agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale. L'avant-projet d'organigramme du ministère prévoit d'ailleurs que des membres de l'administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire pourraient avoir comme tâche d'assurer le secrétariat de la Commission régionale de développement".

Si telle est la portée de la disposition en projet, celle-ci devrait le prévoir expressément, car à s'en tenir au texte, tel qu'il est rédigé, on pourrait croire que le secrétaire et le secrétaire adjoint ne devraient pas être désignés parmi les fonctionnaires ou agents du ministère.

De ce fait, la disposition devrait être soumise à la formalité préalable et substantielle de la négociation syndicale. Or, selon le délégué de l'Exécutif, une telle négociation n'a pas eu lieu.

Il s'ensuit que, dans l'état actuel du dossier, le Conseil d'Etat ne peut donner d'avis sur la disposition en projet, laquelle devra lui être, à nouveau, soumise après avoir fait l'objet de la négociation syndicale requise et, le cas échéant, avoir été revue par l'Exécutif.

.../...

Article 17.Alinéa 1er.

Le texte en projet ne prévoit de jetons de présence que pour la participation aux réunions de la Commission. Selon le délégué de l'Exécutif, "Il appartiendra au règlement d'ordre intérieur de fixer les modalités précises du calcul des jetons de présence, en tenant compte notamment de l'existence ou non des sections spécialisées et de l'organisation du travail entre les sections éventuelles et la Commission plénière".

Toutefois, en raison de leur incidence budgétaire, un simple règlement d'ordre intérieur ne peut fixer de telles modalités. Celles-ci doivent figurer dans l'arrêté lui-même.

Alinéa 2.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 3.

L'alinéa vise "des frais exposés pour l'exercice de la fonction (des membres)".

.../...

Un tel libellé manque totalement de précision.

Le texte doit être fondamentalement revu pour qu'y soient indiqués, de manière précise, les frais visés qui manifestement ne sont pas de simples frais de déplacements prévus à l'article 18.

Article 19 nouveau.

Le projet omet d'abroger les dispositions réglementaires relatives à l'institution - la Commission consultative régionale bruxelloise d'aménagement du territoire - à laquelle la Commission régionale de développement est appelée à se substituer.

Afin de combler cette lacune, il est proposé d'insérer, entre les articles 18 et 19, un article nouveau rédigé comme suit :

"Article Sont abrogés :

- 1° les articles 2 à 16 de l'arrêté royal du 6 février 1985 désignant les communes de la Région bruxelloise devant faire l'objet d'un plan régional d'aménagement du territoire et portant institution d'une Commission consultative régionale bruxelloise d'aménagement du territoire;

.../...

- 2º l'arrêté royal du 5 novembre 1985 fixant le montant des jetons de présence octroyés aux membres des commissions instituées en exécution des articles 7 et 19 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme".

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"Considérant que l'article 201 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme prévoit la désignation des membres de la Commission régionale de développement dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de ladite ordonnance;

Considérant que nonobstant le fait que la Commission consultative régionale d'aménagement du territoire, instituée par l'article 7 de la loi organique du 29 mars 1962, est maintenue en fonction jusqu'à l'installation de la Commission régionale de développement et qu'elle en exerce les missions, il est souhaitable que la nouvelle Commission soit installée dans les plus brefs délais, étant donné que sa composition est, en vertu de l'article 9 de ladite ordonnance, fondamentalement différente et que ses missions sont plus étendues;

Considérant, en outre, qu'il n'est pas de bonne administration de faire délibérer une commission appelée à disparaître et que, dans la pratique, il s'avère difficile de réunir le quorum permettant à la Commission consultative régionale bruxelloise d'aménagement du territoire de délibérer valablement".

Binnen de korte tijd die hem is toegemeten moet de Raad van State zich beperken tot het maken van de hierna-volgende opmerkingen.

.../...

OPSCHRIFT.

Er is een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst. Dit dient verholpen te worden.

AANHEF.Eerst lid.

1. Vanwege de opmerking die hierna over artikel 4 van het ontwerp gemaakt wordt, dient ook verwezen te worden naar de artikelen 18 en 28 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw.

2. Indien wordt ingegaan op het voorstel dat zal worden gemaakt tot volledige opheffing van het koninklijk besluit van 5 november 1985 tot vaststelling van het bedrag van het presentiegeld toegekend aan de leden van de commissies ingesteld ter uitvoering van de artikelen 7 en 19 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en de stedenbouw, dient ook naar artikel 197 van de genoemde ordonnantie van 29 augustus 1991 verwezen te worden.

Vierde lid.

Volgens artikel 41, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instel-

.../...

lingen, maken de Gewestelijke Staatssecretarissen geen deel uit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve. De Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter kan bijgevolg het ontwerp-besluit voordragen noch ondertekenen. De vermelding van die Staatssecretaris in het voordracht-formulier en in de ondertekening moet vervallen.

BEPALEND GEDEELTE.

Algemene opmerking over de artikelen 2, 3 en 4.

Artikel 2 van het ontwerp wil het aantal leden van de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie op achtenveertig vaststellen.

Artikel 3 bepaalt dat het aantal vertegenwoordigers van de adviesinstellingen bedoeld in artikel 9 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, vierentwintig bedraagt, gekozen uit dubbeltallen die conform artikel 4 van het ontwerp voorgedragen worden.

Artikel 9 van de genoemde ordonnantie zijnerzijds verwijst naar de artikelen 18, 28 en 40 hiervan.

Artikel 4 van het ontwerp strekt ertoe een opsomming te geven van de adviesorganen bedoeld in de genoemde artikelen 18, achtste lid, en 28, achtse lid, van de ordonnantie.

.../...

De Executieve kan in deze opsomming niet tevens de adviesorganen bedoeld in artikel 40 van de genoemde ordonnantie vermelden, aangezien het juist gaat om organen die, wanneer de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie samengesteld zal zijn, door deze zelf zullen worden aangewezen. De gemachtigde van de Executieve is het hiermee eens.

Rekening gehouden met dit probleem, dient de tekst herzien te worden met het oog op de aanpassing van het totale aantal commissieleden, het aantal leden die de adviesorganen bedoeld in de artikelen 18 en 28 vertegenwoordigen en het aantal vertegenwoordigers van de in artikel 40 bedoelde adviesorganen. In de tekst zouden ook de nadere regelen voor de aanwijzing van de vertegenwoordigers van laatstgenoemde adviesorganen vastgesteld moeten worden.

Bovendien rijst de vraag of de lijst opgemaakt in artikel 4 van het ontwerp ter uitvoering van de artikelen 18 en 28 van de ordonnantie van 29 augustus 1991, niet onvolledig is aangezien tijdens de voorbereiding van de ordonnantie, gepreciseerd is dat de Brusselse Hoge Raad voor het Natuurbehoud moet worden aangemerkt als een adviserende instantie (1).

Ten slotte rijst de vraag of de Commissie, zoals ze aanvankelijk samengesteld zal zijn, dat wil zeggen zonder vertegenwoordigers van de adviesorganen die zij zelf moet aanwijzen, op geldige wijze kan beraadslagen over andere

(1) B.H.R. nr. A-108/2, 1990-1991, blz. 77.

onderwerpen dan haar eigen samenstelling, zolang de vertegenwoordigers van die organen niet door de Executieve benoemd zijn.

Aangezien artikel 9, achtste lid, 1^o, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 inhoudt dat de vertegenwoordigers van de in artikel 40 van de ordonnantie (1) bedoelde adviesorganen aanwezig moeten zijn wil de Commissie volledig zijn samengesteld, kan die vraag slechts ontkennend beantwoord worden. Hiervoor dient dus door middel van een bijzondere bepaling van het ontworpen besluit te worden gezorgd. Dat is des te noodzakelijker aangezien de wettigheid van de beslissingen die genomen zouden worden naar aanleiding van de adviezen die door een onregelmatig samengestelde commissie gegeven zijn, betwist zou kunnen worden en aanleiding zou kunnen geven tot geschillen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 1.

De bepaling beperkt zich ertoe een bepaling te herhalen die reeds vervat is in artikel 9, eerste lid, van de genoemde ordonnantie van 29 augustus 1991.

Ze dient te vervallen.

(1) tenzij artikel 9 gewijzigd wordt bij een wijzigingsordonnantie, door de verwijzing naar artikel 40 te schrappen

Artikel 2.Eerste lid.

1. Het lid dient als volgt te worden geredigeerd :

"De Gewestelijke Ontwikkelingscommissie, hierna te noemen "de Commissie", bestaat uit ... leden".

Tweede lid.

De tekst parafraseert onnodig - en overigens onjuist - het tiende lid van artikel 9 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

Het volstaat te schrijven :

"Het mandaat van de leden kan worden vernieuwd".

Artikel 3.

In onderdeel 3° schrijve men "experts" in plaats van "experten". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 7, eerste lid.

.../...

Artikel 4.Tweede lid.

De woorden "vanaf de kennisgeving van de Executieve" dienen vervangen of verduidelijkt te worden, zodat het beginpunt van de termijn van dertig dagen waarover ieder adviesorgaan beschikt om zijn dubbeltal aan de Executieve voor te dragen, duidelijker blijkt.

Vierde lid.

De gemachtigde van de Executieve heeft het volgende toegegeven :

"Cet alinéa constitue une règle implicite de représentation selon une certaine proportion de chacune des instances consultatives par le mécanisme de présentation de listes doubles de candidats. L'Exécutif est donc tenu de désigner comme membres de la Commission régionale la moitié des candidats présentés par chaque instance consultative".

Het zou beter zijn deze regel uitdrukkelijk te vermelden in artikel 3 van het ontwerp.

Artikel 6.

In de eerste zin van het eerste lid schrijve men :
"... of een mandaat of functie uitoefenen, bedoeld in artikel 5, eerste lid".

.../...

Aan het eind van het derde lid zou het beter zijn te schrijven : "... , behalve om een gegronde reden".

In het vierde lid schrijve men respectievelijk "binnen twee maanden" en "zoals bepaald in de artikelen" in plaats van "binnen de twee maanden" en "zoals voorzien in de artikelen".

Artikel 7.

Omtrent het begrip "taalrol" stelt de gemachtigde van de Executieve het volgende :

" la notion de rôle linguistique n'est pas la meilleure dans la mesure où les Président et Vice-Président sont choisis parmi les experts et que dès lors la notion de "rôle linguistique" ne peut s'appliquer. Il conviendrait sans doute de remplacer la dernière phrase par une formulation du type : le Président est d'expression française et le Vice-Président est d'expression néerlandaise".

Artikel 9.

Ten einde rekening te houden met de terminologie die gebruikt wordt in artikel 9, zesde lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 moet onderdeel 1° als volgt worden gesteld :

"1° de wijze van voorstelling van de agendapunten, de notulen van de vergaderingen en de adviezen, opmerkingen, suggesties en voorstellen van richtlijnen;".

.../...

Artikel 11.

Het is paradoxaal dat het vereiste quorum kleiner is in de gevallen waarin de te nemen beslissing belangrijker is.

Deze paradox kan volgens de gemachtigde van de Executieve als volgt worden verklaard :

"Il est apparu, à l'expérience des diverses commissions consultatives instituées par la loi de 62, qu'un quorum de présence de la moitié des membres est relativement difficile à atteindre lorsqu'une commission est appelée à se réunir très régulièrement et à se prononcer sur des objets divers. Dans les cas visés aux articles 53, 57, 72 et 165 qui traitent des plans particuliers d'affectation du sol, des plans d'expropriation et des règlements régionaux d'urbanisme, c'est-à-dire des questions qui concernent directement l'aménagement du territoire, le délai imparti à la Commission régionale pour émettre son avis est relativement court : 30 jours. L'Exécutif a estimé préférable de prévoir un quorum plus faible pour s'assurer que la Commission puisse émettre un avis dans le délai requis, tout en étant correctement représentée.

Il faut mettre cette disposition en relation avec la possibilité pour la Commission régionale de se subdiviser en sections spécialisées qui prépareraient le travail de la Commission plénière qui, selon l'ordonnance, est seule à pouvoir émettre un avis et qui ne se tiendrait pas nécessairement le même jour que les réunions de la section spécialisée".

Deze uitleg is niet overtuigend; de tekst van het derde lid zou immers moeten volstaan om tegemoet te komen aan de door de gemachtigde van de Executieve geformuleerde doelstellingen. Het is niet normaal dat een adviesorgaan in beginsel reeds tijdens de eerste vergadering mag beraadslagen en beslissen met één derde van de leden.

.../...

De tekst moet worden herzien.

Artikel 12.

Doordat artikel 12 op algemene wijze bepaalt dat de aan de Gewestelijke Commissie aangevraagde adviezen binnen de door de Executieve bepaalde termijn moeten worden gegeven, heeft het geen rechtsgrond, omdat de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw (1) met betrekking tot de met redenen omklede adviezen die de Gewestelijke Commissie moet uitbrengen over de ontwerpen van gewestelijk ontwikkelingsplan, van gewestelijk bestemmingsplan, van gewestelijke stedenbouwkundige verordeningen en over de basisdossiers en de ontwerpen van gemeentelijke ontwikkelingsplannen zelf de termijn aangeeft waarover de Gewestelijke Commissie beschikt, en tevens bepaalt wat de gevolgen zijn wanneer de Commissie na verloop van die termijn geen advies heeft uitgebracht.

Artikel 12 behoort dus te worden herzien, zodat het niet meer slaat op de met redenen omklede adviezen die de Gewestelijke Commissie uitbrengt over de ontwerpen van plannen en de dossiers bedoeld in artikel 9, tweede lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

(1) Zie de artikelen 18, negende lid, 20, §§ 2 en 3, 28, negende lid, 30, tweede en derde lid, 43, § 1, derde lid, § 2, tweede lid, en § 4, 45, § 3, 165, § 2, derde lid, en 173 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

Artikel 13.Eerste lid.

De tekst bepaalt dat de vertegenwoordigers van de Executieve of van de gemeenten die de ontwerpen en basisdossiers opgemaakt hebben, gehoord worden vooraleer de Commissie beraadslaagt, onder meer over de ontwerpen van afwijkende bijzondere bestemmingsplannen en over de ont-eigeningsplannen.

Aldus voegt die bepaling een rechtsregel toe aan het bepaalde in artikel 9, tweede lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 en ontbreekt het haar aan een rechtsgrond.

Derhalve moet worden geschreven : "Vóór de beraadslaging over ... en gewestelijke stedenbouwkundige verordeningen, over de basisdossiers en de ontwerpen van gemeentelijke ontwikkelingsplannen hoort de Commissie de vertegenwoordigers ... (voorts zoals in het ontwerp).

Tweede lid.

Het einde van de eerste volzin moet als volgt worden gesteld : "... een uitnodiging opdat hun vertegenwoordigers worden gehoord".

.../...

Artikel 14.

De bepaling behoort te vervallen; zij heeft immers geen nut.

Voorts is het verkeerd het woord "begroting" te gebruiken ter aanduiding van de financiële middelen waarover een instelling beschikt die, zoals de Gewestelijke Commissie, geen rechtspersoonlijkheid heeft. Overigens worden de begrotingsmiddelen, noodzakelijk voor de werking van de Gewestelijke Commissie, door de Executieve strikt genomen niet "vastgesteld", doch ieder jaar bepaald bij de ordonnantie houdende de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, alsook door de administratieve begroting.

Artikel 15.

Men schrijve : "onder meer", in twee woorden.

Artikel 16.

Het eerste lid bepaalt dat de Executieve een vast secretaris en een adjunct-secretaris benoemt die onder het gezag staan van de voorzitter van de commissie.

Volgens de toelichtingen verstrekt door de gemachtigde van de Executieve is het de bedoeling van de Executieve "de désigner comme membre de ce secrétariat des fonctionnaires ou agents du Ministère de la Région de

.../...

Bruxelles-Capitale. L'avant-projet d'organigramme du Ministère prévoit d'ailleurs que des membres de l'Administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire pourraient avoir comme tâche d'assurer le secrétariat de la Commission régionale de développement".

Indien zulks de draagwijdte is van de ontworpen bepaling, moet dit uitdrukkelijk erin worden voorgeschreven, want bij de huidige lezing van de tekst zou kunnen worden aangenomen dat de secretaris en de adjunct-secretaris niet behoeven te worden aangewezen onder de ambtenaren en beampten van het ministerie. Tevens moet die bepaling in dat geval onderworpen worden aan het voorafgaande en substantiële vormvoorschrift van onderhandelingen met de vakbonden. Nu hebben volgens de gemachtigde van de Executieve zodanige onderhandelingen niet plaatsgehad.

Daaruit volgt dat de Raad van State bij de huidige stand van het dossier geen advies kan verstrekken over de ontworpen bepaling, welke opnieuw om advies zal moeten worden voorgelegd wanneer daaromtrent de vereiste onderhandelingen met de vakbonden hebben plaatsgehad en nadat zij in voorkomend geval door de Executieve zal zijn herzien.

Artikel 17.

Eerste lid.

De ontworpen tekst schrijft alleen presentiegeld voor in het geval van deelneming aan de vergaderingen van de

.../...

Commissie. De gemachtigde van de Executieve verklaart daaromtrent :

"Il appartiendra au règlement d'ordre intérieur de fixer les modalités précises du calcul des jetons de présence, en tenant compte notamment de l'existence ou non des sections spécialisées et de l'organisation du travail entre les sections éventuelles et la Commission plénière".

Gelet op de budgettaire weerslag ervan kan een gewoon huishoudelijk reglement zulke nadere regels echter niet vaststellen. Zij behoren te worden opgenomen in het eigenlijke besluit.

Tweede lid.

De woorden "drie duizend" en "twee duizend" behoren aan elkaar te worden geschreven.

Derde lid.

Dit lid heeft betrekking op de "kosten voortvloeiend uit de uitoefening van hun functie", met name de functie van de leden.

Deze lezing is zeer onnauwkeurig.

De tekst moet grondig worden herzien, zodat daarin precies de bedoelde kosten worden aangegeven, welke kennelijk geen gewone reiskosten zijn (de "verplaatsingskosten" bedoeld in artikel 18).

.../...

Nieuw artikel 19.

Het ontwerp laat na de verordenende bepalingen op te heffen die betrekking hebben op de instelling - de Brusselse Regionale Commissie van advies voor de ruimtelijke ordening - die wordt vervangen door de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie.

Ten einde in die leemte te voorzien wordt voorgesteld tussen de artikelen 18 en 19 een nieuw artikel in te voegen, luidende :

"Artikel - Opgeheven worden :

- 1° de artikelen 2 tot 16 van het koninklijk besluit van 6 februari 1985 tot aanduiding van de gemeenten van het Brusselse Gewest waarvoor een streekplan van ruimtelijke ordening dient te worden opgemaakt en houdende instelling van een Brusselse Regionale Commissie van advies voor de ruimtelijke ordening;
- 2° het koninklijk besluit van 5 november 1985 tot vaststelling van het bedrag van het presentiegeld toegekend aan de leden van de commissies ingesteld ter uitvoering van de artikelen 7 en 19 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en de stedenbouw".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNELLE,

Madame : R. DERROY,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, premier président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, eerste voorzitter.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DERROY.

C.-L. CLOSSET.